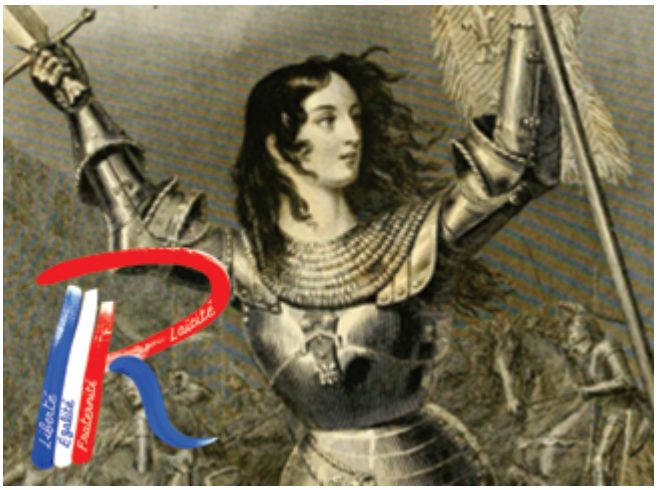
Devinez pourquoi ils ont fermé la mosquée (maison de la charia) de Floirac

écrit par Esope | 29 novembre 2015



FERMETURE DE LA MAISON DE LA CHARIA DE FLOIRAC

La justice ordonne la fermeture de la salle de prière de Floirac et condamne les organisateurs, pour raison de sécurité (le 25/11, 5ième chambre correctionnelle de Bordeaux).

Si nous comprenons que les juges aient poursuivi les responsables de cette organisation musulmane qui ne respectent pas la loi, nous aurions préféré que la fermeture de ce lieu ait été motivée par notre sécurité, par la recherche de la sécurité de tous les citoyens.

Il est de notoriété publique que les lieux dits « de prière », musulmans, sont des lieux de radicalisation. Qu'y sont enseignés les piliers du coran : la charia, le djihad, la supériorité des hommes sur les femmes, des musulmans sur les non musulmans, la haine des homosexuels, toutes doctrines extrémistes et interdites par nos lois. C'est, entre autres, dans les « mosquées », que nous devrions plutôt appeler « *maisons de la charia* » que se radicalisent les tueurs qui sévissent dans le monde entier, de Paris à Damas, en passant

par New York, l’Egypte, le Shin Kiang chinois, et même dans les paisibles pays nordiques.

Nous aurions pensé que c’est le principe de précaution qui guiderait la justice française, et conduirait à la fermeture des lieux d’endoctrinement et à l’interdiction des ouvrages qui prônent la supériorité des hommes sur les femmes, la mise sous tutelle des épouses, la discrimination entre croyants (supérieurs aux autres humains) et les athées, la persécution des homosexuels, la peine de mort pour apostasie et j’en oublie. Et bien non. Si la justice a ordonné la fermeture de cette maison de la charia, c’est parce qu’elle ne respectait pas les normes de sécurité et que les organisateurs des réunions du vendredi après-midi mettraient en danger la sécurité des « fidèles ». Ils se réunissent à plus de 400 dans un lieu qui ne peut contenir que 100 personnes.

Merci de penser à eux, mais nous préférerions que la justice pense à nous.

Esope